



L'ex président Haïtien Jean Bertrand Aristide serait visé par une enquête du gouvernement fédéral américain à Miami pour blanchiment d'argent et corruption, dans le cadre des contrats de téléphonie a révélé le quotidien américain Miami Herald.

M. Aristide est accusé d'avoir recevoir plusieurs millions de dollars de pot de vin de la part de compagnies américaines basées à Miami dans le cadre des contrats placés avec la TELECO, une ancienne compagnie publique de télécommunication.

Le nom de l'ancien président Haïtien ne figure pas sur le récent acte d'accusation du gouvernement fédéral qui met en causes 4 individus des compagnies floridiennes et deux hauts fonctionnaires Haïtiens. L'un des deux officiels ciblé serait Jean Bertrand Aristide, selon des précisions d'un avocat cité par Miami Herald.

L'avocat de M. Aristide, Ira Kurzban qui s'est gardé de tout commentaire sur l'investigation de la justice américaine a confié que l'ancien président n'est accusé d'aucun crime. M. Kurzban dit "considérer que ces accusations font partie d'une campagne de diffamation orchestrée par les Etats-Unis d'Amérique contre Jean Bertrand Aristide".

En Haïti, des révélations similaires laissent croire que l'ex président Aristide serait poursuivi par l'Etat haïtien pour détournement de fonds publics et trafics de drogue.